

## En guise de conclusion...

# De la nécessité de multiplier les éclairages et de changer les échelles

**Amor BELHEDI**

Faculté des Sciences Humaines & Sociales

PNM « Développement Régional », CERES, SERST 1997-1998, Séminaire El Mechtel, Nov. 1997  
PNM « Développement Régional », CERES, SERST 1997-1998, Séminaire El Mechtel, Nov. 1997  
Texte paru dans : « *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie* ». Coordination & Direction A Belhedi Cahiers du CERES 1998, n° 20, pp : 223-233

Ce n'est nullement une conclusion des travaux, ni une synthèse des différentes interventions qu'on va essayer de livrer ici dans la mesure où il ne s'est agi que d'éclairages parfois partiels mais surtout différents de réalités aussi différentes que variées et complexes à la fois.

On se limitera ici à quelques idées lancées lors des différentes discussions sans prétendre à l'exhaustivité. Ces idées sont livrées en vrac, sans ordre, si ce n'est celui de leur genèse chronologique au moment des discussions.

1 - Certains pensent que l'opposition littoral-intérieur est un faux problème et c'est une question qui n'est plus de mise maintenant allant jusqu'à accuser l'université de retard au moins une fois par rapport au discours actuel. C'est l'idée qui a été souvent répétée par différents intervenants appartenant tous à des organismes officiels dont la tâche est justement le développement régional.

Cette idée est appuyée sur un certain nombre d'arguments. Le premier est qu'on ne peut plus tenir un discours égalitaire qui vise à niveler toutes les régions et les mettre au même pied d'égalité. L'équilibre régional ne consiste pas à comparer les régions les unes aux autres mais la notion d'équilibre doit se référer à l'intérieur de chacune des régions, elle serait cet équilibre entre la population, les ressources propres et les besoins de chaque région. Le second argument était que la Tunisie est un petit pays dont la profondeur ne dépasse pas 160 kms d'Est en Ouest et tout le pays serait un simple rivage du Maghreb et il serait un peu fallacieux de parler de littoral et d'intérieur. L'idée de développement a ainsi évolué et est devenu l'implication des régions selon l'effort et les données propres de chacune d'elle.

En outre, l'expérience du CGDR a montré que la plupart des indicateurs sont corrélés et on pouvait réduire les indicateurs à un nombre très limité. En ce qui concerne le CGDR, le nombre a été ramené à sept dernièrement pour les cartes de priorités régionales. Par ailleurs, il serait intéressant d'utiliser des indicateurs qualitatifs qui auraient probablement plus de sens.

Les interventions sont très intéressantes et posent le problème actuel du pays et on pourrait se demander si l'ancienne notion de développement régional ne repose-t-elle pas sur l'idée de fixation des populations sur place d'où l'idée d'investissement régional dans les zones intérieures et déshéritées qui a prévalu entre 1981-1996 sous forme de PDR, PRD, de pôles de développement intérieurs dans l'ancien schéma de 1985.. Les choses ont changé et il n'est plus possible de continuer comme avant. Il s'agit désormais d'utiliser au mieux les ressources et les potentialités propres à chaque région.

*Il est vrai que le concept de développement régional est dynamique et il a changé de position et de dimension mais il faudrait aussi voir les tenants de ce nouveau discours. En fait, rien n'a changé et c'est le rôle de l'Etat qui a évolué d'un Etat-investisseur et aménageur encouragé en cela par la conjoncture des années 1970-1980 vers un désengagement total de l'économie et un rôle de plus en plus limité à la cohérence d'ensemble et à l'incitation que ce soit pour l'investissement, la décentralisation ou le développement régional. Les ressources ne permettent plus à l'Etat d'assurer le même rôle qu'il a pu faire jusqu'ici notamment avec la mondialisation de l'économie et l'accord de libre-échange que la Tunisie a signé en 1995 avec l'Union Européenne. Mais qu'on le dise clairement et en termes crus : l'Etat ne peut plus continuer le rôle assuré jusque là vu la réduction des ressources budgétaires, les contraintes de l'ajustement structurel, de la mondialisation et de la mise à niveau. Ces nouvelles contraintes font que les pouvoirs publics ne peuvent plus supporter la charge des régions intérieures ou en retard. En outre, pour être aux diapasons de la mondialisation, le pays doit re-structurer ses espaces les plus performants c'est à dire ceux situés sur le littoral pour assurer l'arrimage et l'ancrage à l'économie mondiale pour pouvoir attirer l'investissement étranger et autochtone et permettre un minimum de compétitivité à l'économie et à l'entreprise tunisiennes. Pour pouvoir assurer cette tâche, il y a des choix à faire et le moins douloureux serait probablement de faire jouer la compétitivité régionale à l'intérieure du pays. L'effort gigantesque fourni par l'Etat en matière de développement régional, de PDRI, de PRD ou de FNS ne peut plus continuer au même titre que l'investissement productif direct de l'Etat. Seule une régulation sociale et la lutte contre la pauvreté et la marginalité seraient possibles et que l'Etat est amené d'assurer.*

*Présenté en ces termes, les choses seraient plus claires et pertinentes, le discours serait mieux accepté que de dire que le déséquilibre régional est un faux problème et les écarts n'existent pas ?*

2 - Les indicateurs ne sont pas neutres et indiquent souvent la face et le revers de la chose si bien qu'il faut faire attention dans l'utilisation de tels indicateurs. En outre, pour juger des politiques de développement, il serait être utile d'utiliser une approche systémique en termes de système productif, attractivité, l'innovation et sa diffusion, l'éducation et la médiation sociale... Il serait intéressant de raisonner en termes d'écarts, de distances en utilisant certaines méthodes comme la Shift and Share analysis ...

*Le problème des écarts et de la méthode SSA réside dans les données statistiques qui se trouvent malheureusement fournies souvent en milieu de période rendant presque impossible la possibilité de sanctionner tels choix, c'est le cas des recensements de 1975, 1984, 1994 qui se situent en milieu d'expériences économiques et non en fin de période. Les données résument en réalité deux choix ou deux expériences différentes sinon contradictoires.*

3 - Lorsqu'on traite le développement à partir des encouragements, la politique de développement revient à créer des emplois, cela pose des problèmes dans la mesure où il faudrait analyser les autres éléments et l'encouragement n'est qu'un facteur parmi d'autres.

4 - La méthode utilisée de l'ACP relève de la haute technologie, elle risque aussi de voir le spatial dominer alors que d'autres éléments se trouvent évacués ici et sont probablement plus importants. Le critère d'électrification peut être un bon indice mais une ampoule dans un gourbi a un autre sens qu'une ampoule dans un salon d'un hôtel. Il faudrait ce qui est derrière l'indicateur simple comme l'électrification ou l'eau potable. Il faudrait voir comment les choses se passent sur le terrain.

L'espace, il faudrait le voir à travers le temps, le temps est enraciné et on ne peut comprendre les réalités qu'une fois situées dans le temps actuel ou historique.

*Il est vrai que la dimension temps est fondamentale mais le temps se trouve incorporé directement dans l'espace dans la mesure où celui-ci n'existe que par le temps et à travers lui, l'espace serait l'accumulation du temps à travers les aménagements effectués par l'homme que ce soit dans le temps court ou long.*

*Il est vrai aussi que plusieurs aspects sont fondamentaux et sont à analyser mais on ne pouvait pas tout présenter ou étudier dans un laps de temps aussi court. En outre, ce ne sont là que de simples éclairages de certaines dimensions du développement régional et il faudrait peut-être les juger et les prendre ne tant que tels. On a souvent l'impression du sentiment de l'incomplétude, de ce qui reste à faire, de ce qui n'est pas fait comme on s'attend toujours à une solution pratique qui va résoudre tous les problèmes.*

5 - Une question intéressante est probablement à étudier peut-être ultérieurement est comment mesurer les effets d'entraînement sur la région en ce qui concerne par exemple les investissements industriels ou hydroagricoles.

*Les questions posées sont très intéressantes, elles, la faiblesse de nos éclairages qui sont à la mesure des moyens mis à disposition. Elles montrent aussi la soif comme l'a déjà signalé un des intervenants pour arracher une réponse, une requête ou une solution. Il ne faut pas oublier non plus qu'il ne s'agit là que d'éclairages limités qui sont à juger en tant que tels, en fonction de la problématique fixée par chacun des intervenants, ses moyens et ses objectifs et non dans l'absolu. Certains aspects méritent qu'on s'y attarde un peu plus et constitueraient des axes à développer dans le cadre de projets futurs.*

6 - Les critères utilisés dans l'ACP par A Belhedi sont sectoriels et il faudrait utiliser la corrélation entre les différents critères.

Les indicateurs ont été statiques et il serait intéressant de prendre en compte la dynamique. En outre, la qualification est nécessaire sous forme d'un indice de la qualité de la vie ou de développement humain. Les clivages existent depuis longtemps et remontent au XVII et au XVIII ème siècle et il serait intéressant de mesurer les clivages sociaux aussi qui sont importants.

*C'est probablement faute au temps qui ne nous permet pas d'explicitier les choses comme il faut. Ce qu'on a voulu présenté, ce n'est pas des indicateurs sectoriels, il s'agit plutôt du score factoriel de l'ACP de l'analyse d'un certain nombre d'indicateurs qui touchent à un seul champs comme l'habitat où il y a plus de 20 variables qui s'y réfèrent, la même chose pour l'économie ou les autres champs. Le score habitat résume en soi une vingtaine d'indicateurs d'habitat et constitue un indice de développement de l'habitat.*

*En outre, la qualité de la vie est présente à travers un certain nombre d'indicateurs élémentaires ou synthétiques (scores factoriels) tandis que la dimension temps existe à travers l'analyse sur 4 périodes 1975-1984-1989 et 1994 en restant au niveau des régions. Il*

*n'est pas possible de faire la même analyse au niveau des gouvernorats fautes de données. Il est certain que la dimension qualitative et dynamique ne peut enrichir l'analyse ce qui pourrait faire l'objet de recherches à venir.*

*Il est vrai que les clivages sociaux sont à l'origine probablement des autres clivages mais adopter une telle démarche conduirait très loin alors que les objectifs fixés sont très modestes et simples. Là aussi, ce sont des questions qui sont à élucider ultérieurement.*

7 - L'eau a été la base de la redistribution de la terre et cela n'a pas été facile du tout au moment du démarrage du projet et il faudrait le mettre dans le contexte d'une politique bien déterminée. En outre, il y a un seul barrage dans la BVM et il serait un peu exagéré de parler d'une politique barragiste comparativement au Maroc ou à l'Algérie.

L'eau a été prise comme axe temporel et diachronique et on aurait bien voulu voir le point de vue pratique et opérationnel. Quelle est la solution préconisée, c'est à quoi s'attendent les responsables.

8 - Mednine a un contexte social bien déterminé et il faudrait peut être clarifier les approches davantage. En outre, le problème ne se pose pas en terme de l'avenir de l'industrie à Mednine dans la mesure où l'industrialisation s'impose un peu partout dans tout le pays et ce n'est pas seulement à Mednine; On est maintenant à une époque où il faudrait peut-être un développement tout azimut. Il faudrait peut-être poser le problème du type de d'industrie à développer dans cette région en terme de nature et de filière, en articulation avec Jerba, Zarzis, Tataouine et Gabès.

En outre, il faudrait poser le problème de Mednine non en tant que ville isolée mais en tant que centre vivant en symbiose avec l'ensemble des villes du Sud-Est. Prendre les espaces isolés n'a plus de sens et la question faudrait-il développer l'industrie ou le tourisme dans une localité en soi n'a pas de sens.

On a tendance de plus en plus à préconiser la mobilité et s'il n'y a pas d'emploi à Mednine que les gens aillent à 50 ou 60 kms plus loin travailler à Zarzis ou Jerba ou Tataouine. Pourquoi veut-on cantonner les populations dans leurs localités où il faudrait développer tout et assurer le plein emploi sur place. Cela n'a pas été possible et il n'est plus de nos jours. L'échelle spatiale doit être mouvante permettant d'envisager des entités spatiales plus vastes sous formes de régions comme le Sud-Est ou le Nord-Ouest...

Le développement de Mednine a été possible grâce à la conjonction des efforts de l'Etat et à la présence des promoteurs Jebalis et Jerbiens mais maintenant que de nouveaux foyers émergent et sont en passe de devenir plus concurrents, un problème se pose pour Mednine et sa solution ne peut se faire que dans le cadre du Sud-Est.

Le cas de l'industrialisation de Mednine montre la relativité des problèmes posés et en passant d'une échelle à une autre, l'éclairage change et ce qui était intelligible à une échelle ne l'est plus lorsqu'on se place à une autre échelle plus vaste. En se limitant à Mednine, le problème semble aigu et insoluble et les perspectives sont loin d'être attrayantes. Mais en se plaçant à l'échelle du Sud-Est, la mobilité semble résoudre le problème de la région mais certainement pas celui de la localité ?

Il y a probablement un problème de pouvoir de Jerba-Zarzis, ces capitaux proviennent de l'émigration. Pourquoi voulez-vous que Mednine ne profite pas des industries à Zarzis ou Jerba et que Mednine ait son industrie propre ? Elle doit chercher ses propres créneaux que ce soit par ses propres enfants ou ceux de Jerba ou Zarzis. La mobilité est très intéressante (entrepreneuriat, changement de mentalités, contact fécond...) et a des effets bénéfiques. Mais encore faut-il que cette mobilité soit choisie et non subie et forcée, dans quel cas la mobilité devient une nécessité pour la survie et s'il y a profit à tirer c'est au prix d'un déracinement territorial qui n'est pas négligeable !

9 - La dualité espace terroir-espace aménagé est une dualité qui appauvrit le sujet, il serait intéressant peut-être d'adopter une analyse synchronique.

10 - En utilisant les valeurs qui ne sont que des moyennes, il y a probablement un risque de biais ou de dérapage. La qualité de la vie est au centre de la problématique et au niveau mondial le Pnud a utilisé un indicateur de développement humain dans la mesure où le développement est cette promotion de l'homme. Ne faut-il pas prendre des distances vis à vis de l'économie ?

11 - Il faudrait solliciter les représentations des gens et on peut se demander où se trouve cette citadinité ? L'analyse de la micro-ville nécessite qu'on définisse l'urbain, l'urbanité et ses limites pour pouvoir traiter ensuite de la micro-ville. On a utilisé plusieurs concepts comme terroir, micro-ville, ruralité mais sans les définir si bien que les choses demeurent parfois un peu flou et il aurait été plus intéressant de clarifier ces concepts.

On a insisté sur la spécialisation de ces petites villes et on peut se demander si elles tendent vers ou si elles sont déjà spécialisées ?

*Le concept de micro-ville pose problème effectivement et c'est le cas du concept de ville en général. Il faudrait essayer d'identifier et de clarifier ce concept. On a parlé de mégalopole, de gigaville, d'agro-ville, de ville rural ou de mégapole et pourquoi pas de micro-ville pour désigner cette strate naissante, au début du processus d'urbanisation et qui se trouve souvent à mi-chemin entre la ruralité et l'urbanité mais encore faut-il définir l'urbanité et la ruralité et essayer de les cerner ?*

*L'activité économique est diversifiée avec un impact très clair sur la main d'oeuvre de nature à nuancer l'urbain avec des services (haute couture, coiffure pour dame, pressing...) et des comportements typés (anniversaires, bougie, gâteaux...) qui sont autant d'indices qui caractérisent l'urbain.*

Il faut peut-être interroger l'évolution des mentalités, ce qui est urbain à un moment donné peut devenir diffus et assimilé par les ruraux à une période ultérieure. A ce moment, il faudrait utiliser de nouveaux indicateurs d'urbanité.

L'entrepreneuriat fait défaut dans ces localités et pose problème de dépendance de ces petites villes vis à vis de leur entourage et des moyennes et grandes villes. La législation ne tient pas compte des petites parcelles et le problème est critique au niveau des petites villes où on a de véritables laboratoires. La gestion urbaine est en gestation dans ces villes mais c'est un effort à faire. L'espace est en train de se densifier soit par extension, soit par verticalisation dans ces petites villes et le problème de réserves foncières se pose avec acuité pour certains centres et on attend l'apurement.

Le respect du bien public représente à certains égards une forme d'identification au local. La représentation des populations locales fait de ces localités des villes en devenir si ce n'est pas dans le présent, c'est une velléité sociale.

12 - Pourquoi se limite-t-on au rôle des nouvelles communes pour analyser le développement local ? Quel serait le rôle des autres et des anciennes communes ?

13 - Il peut paraître un peu paradoxal que dans les petites localités, l'installation des étrangers est souhaitée ? Comment expliquer ce phénomène ?

*Il s'agit surtout au début du processus d'installation et de fixation, le facteur sol est abondant et ne pose pas problème, au contraire et l'installation des étrangers est souhaitée parce qu'elle ne pose pas problème et elle permet de former le noyau originel*

14 - Il y a un processus de court-circuitage de ces nouvelles communes du Nord-Ouest et certains services ont du même fermer pour passer à d'autres centres comme Kef afin d'assurer l'anonymat local notamment en matière financière. Un problème d'appropriation de l'espace se pose aussi bien à Nebber que dans le cas de Menzel Salem. Une grande rupture existe entre les communes et les regroupements et il y a lieu d'appuyer l'intervention sur la base de l'armature rurale beaucoup plus que sur la notion de micro-zone utilisée par l'ODYSPANO qui a une connotation plus écologique que historico-économique.

15 - Le territoire est cette appropriation de l'espace, il constitue un point de repère pour les promoteurs qui aboutit soit au cloisonnement, soit à la prise d'initiatives. L'échec s'explique souvent par l'absence d'ancrage territorial la PME puise sa réussite dans son ancrage territorial, la logique territoriale a permis à certains promoteurs d'instrumentaliser leur notabilité. La PME constitue parfois un médiateur entre l'espace local et l'espace englobant, peut-on dire que la PME est une cellule d'encadrement favorable ? Elle pourrait à ce titre se présenter comme un garant de développement local ?

Ce sont là des conclusions provisoires qu'il convient de pousser un peu plus et l'ancrage peut aboutir à des effets pervers. La PME clientélise-t-elle réellement la multinationale ou sert-elle simplement d'intermédiation ?

16 - Le développement régional exprime les luttes disciplinaires qui sont loin d'être neutres, on privilégie les aptitudes du sol, le paysage, l'espace homogène ou le rapport objet-sujet pour fonder et identifier la région selon les différentes disciplines (agronomie, géographie, économie, sociologie...). C'est le temps qui fait la région et non l'espace dans le sens d'un enracinement temporel et historique de la région d'où la nécessité d'une approche diachronique. Le temps doit constituer un fil directeur et la dimension historique ne doit pas être évacuée.

Certaines interventions ont placé le paysan des Mogods dans une situation de médiocrité développant la mentalité d'assistés au point de devenir une seconde nature. La multiplicité des structures a introduit un flou voulu et accepté souvent. La composante sociale avec la rationalité de survie est en contradiction avec la rationalité économique et il y a échec dès qu'on rejette la balle à l'autre camp ?

17 - Il faudrait nuancer certaines idées, souvent on a l'impression que le schéma ancien se trouve idéalisé et tout allait à merveille avec un équilibre implacable qui devient une fois brisé un objectif à retrouver. Les interventions sont venues souvent briser cette dynamique et proposer un nouveau schéma totalement en dysharmonie ? Ce sentiment, on le ressent dans l'analyse des Mogods, des nouvelles communes du NO, dans l'intervention de certaines ONG, Offices ou de l'Etat.

La réalité se trouve probablement à mi-chemin, à condition de s'arrêter d'idéaliser tout ce qui est rompu et de culpabiliser tout ce qui est en cours. En outre, l'échec d'une stratégie n'est en réalité que l'autre face de la réussite de la contre-stratégie et il faudrait peut-être analyser les deux facettes pour re-composer la vérité.

18 - Deux discours paraissent à la fois réalistes et dangereux. Le premier est celui qui confine chaque région dans les scénarios possibles que lui permettent ses propres potentialités et ressources. Ce discours est réaliste dans la mesure où il limite la dimension volontariste de l'Etat puisque le transfert inter-régional est limité et s'il existe c'est en termes sociaux de lutte contre la pauvreté et la marginalité. Il est dangereux dans la mesure où il confine chaque

région dans les strictes limites que lui offrent ses propres ressources. N'est-ce pas là une légitimation du statut quo ?

Le second discours est celui qui dit que la dimension historique est fondamentale dans la structuration spatiale et il faudrait choisir les villes ou les villages qui jouissent d'une dimension historique?. Ce discours est aussi réaliste dans la mesure où l'ancrage se trouve facilité en choisissant les centres dotés d'une accumulation historique mais n'est ce pas là condamner le reste des localités au nom de l'histoire ?

Les deux discours permettent d'exploiter au mieux l'existant en termes d'espace et de temps en limitant l'action volontaire et laissant libre les mécanismes de la nature et de l'histoire ?

19 - Le cas de Mednine exprime probablement l'évolution prévisible de l'industrie tunisienne en cas de désengagement de l'Etat et de l'ouverture de la concurrence. La mondialisation de l'économie est de nature à étendre le marché d'approvisionnement et de redistribution et de réduire le marché de l'emploi qui devient de plus en plus local, tandis que le processus de production se banalise et se limite à un ou deux segments productifs ? En outre, à la logique locale se substitue une logique spatiale plus vaste où la mobilité est en passe de devenir le fondement et la forme significative. Elle est aussi emblématique de la position des centres intérieurs qui ont profité de toute une conjoncture de protection et d'incitations et qui se trouvent de plus en plus livrés à eux mêmes face à des foyers plus dynamiques et attractifs du littoral... Faut-il tirer de là une leçon ?

20 - L'exemple des Mogods traité par F Hichri montre que le processus de développement aboutit parfois à des effets pervers qui proviennent soit d'une rationalité technicienne sectorielle et productiviste, univoque, plaquée par un pouvoir interventionniste, soit d'une position attentiste et négative d'une communauté acculée à accepter les solutions préconisées par un Etat interventionniste et un milieu difficile, les techniciens contribuent fortement à cette situation de blocage en jouant le rôle d'intermédiation, d'encadrement et de légitimation.

L'analyse montre que le temps fait la région à travers la dynamique de formation-déformation de l'espace régional mais qu'est ce qu'est l'espace en dehors du temps ? N'est-il pas, en dernière analyse, cette accumulation du temps, ce travail à travers le temps ?

21 - Comme dans tous les séminaires, on reste sur sa faim tellement la réalité est complexe et on a ni l'intention, ni la possibilité d'épuiser la question. L'essentiel c'est qu'on vient toujours avec des questions et on part avec d'autres. Parfois aussi on retourne avec les mêmes questions dans la mesure où on ne trouve pas la réponse à la question qu'on a. Le débat a permis toutefois d'élucider certains aspects et de discuter d'idées parfois contradictoires. On peut néanmoins résumer les principaux points comme suit :

\* La complexité du problème de développement global, régional et local. On peut distinguer plusieurs dimensions qui n'ont pas été analysées ici : la dimension qualitative, systémique, culturelle, méthodologique... Certains aspects se trouvent parfois évacués faute de temps mais aussi suite aux différences d'éclairages et des types d'approches préconisés par les uns et les autres. L'intérêt de l'étude de cas concrets à éclairages multiples est manifeste pour pouvoir déceler les mécanismes et les processus tellement la réalité s'avère très complexe.

\* Considérer le développement dans une perspective dynamique tout en plaçant les espaces dans un cadre plus large (région, pays) mais cela change les données du problème dans la mesure où l'échelle spatiale détermine le type d'éclairages et fait que certains deviennent plus intelligibles que d'autres. Ce qui est probablement pertinent à une échelle

(une ville, une localité, une nouvelle commune, une micro-ville, une région...) peut ne plus l'être à une autre échelle spatiale. Il serait très intéressant de faire le va et vient entre différentes échelles pour pouvoir juger de la pertinence des faits, voir les inter-relations et les articulations. Les exemples traités de Mednine, des Mogods, de Boumerdes sont autant de cas significatifs de cette problématique.

\* L'aspect opérationnel a constitué aussi une demande pressante ce qui nécessite probablement un recentrage des travaux du moins pour le futur en vue d'ébaucher certaines solutions.

\* Chaque idée lancée, soit par les intervenants, soit par la discussion, constitue en elle-même un programme de recherche et il y a probablement lieu de mieux cibler les travaux en travaillant peut-être sur le même terrain avec de multiples éclairages pluridisciplinaires.

\* Les positions des uns et des autres ont été souvent en fonction des attentes : soit on attend l'analyse d'une situation donnée qu'on cherche à comprendre et à expliquer, soit on attend une solution qu'on ne trouve pas ? Les différentes questions expriment cette inquiétude et cette incomplétude.

\* Le concept de développement n'a pas vraiment changé mais ce sont les données du problème qui ont changé qui font que ce qui était très osé il y a dix ans devient maintenant dépassé et désuet ? N'est-ce pas là une manière d'évacuer le problème et de voiler la question du rôle de moins en moins présent de l'Etat face aux nouvelles contraintes de la mondialisation, la mise à niveau, la compétitivité et la privatisation...

\* L'importance des représentations dans le fonctionnement spatial, les articulations et les désarticulations ce qui pose le problème conceptuel. L'importance de la territorialité dans le développement local est manifeste à travers les exemples des micro-villes, des stades de développement urbain, du rôle des nouvelles communes ou de la PME dans le développement local.

Janvier 1998

Juin 1998